

Un maraîchage de survie peut-il être durable ? Quelques enseignements de la situation kinoise (République démocratique du Congo)

Benoît Lallau¹
Claudine Dumbi²

¹ Institut supérieur d'agriculture de Lille,
48, boulevard Vauban,
59047 Lille cedex
<b.lallau@isa-lille.fr>

² Institut supérieur agrovétérinaire
Facultés St. P. Canisius,
BP 3724,
Kinshasa - Gombe
République démocratique du Congo
<claudine_dumbi@yahoo.fr>

Résumé

Suite à une enquête menée dans trois périmètres maraîchers kinois, la relation entre stratégies de survie et durabilité est interrogée. Un cadre d'analyse fondé sur une démarche d'évaluation des stratégies productives et une étude de la gestion des risques est alors mobilisé. Il permet de dégager des éléments de diagnostic sur cette durabilité, envisagée aux niveaux technique, microéconomique et agrégé.

Mots clés : exploitation maraîchère ; durabilité ; évaluation des risques ; stratégie de survie ; vulnérabilité ; République démocratique du Congo

Thèmes : systèmes agraires ; économie et développement rural

Abstract

Can survival market-gardening be sustainable? Some evidence from Kinshasa (Democratic Republic of the Congo).

On the basis of a survey carried out in three market-gardening areas of Kinshasa, the relation between survival strategies and sustainability is questioned. A framework associating an evaluation of productive strategies and a study of risk management is then used. This results in a sustainability analysis considered at technical, microeconomic and aggregate levels.

Key words: environmental risk assessment; Democratic Republic of the Congo; market gardens; survival strategy; sustainability; vulnerability

Subjects: farming systems; economy and rural development

Un maraîchage de survie

Si la caractérisation de la pauvreté en République démocratique du Congo (Rd Congo) reste encore partielle (De Herdt, 2000), les multiples insécurités qui affectent quotidiennement les habitants de Kinshasa sont, elles, assez bien connues, sur le plan alimentaire en particulier : selon Tollens (2003), la moitié de la population kinoise ne prend qu'un repas par jour, 25 % un repas tous les deux jours. Dans un tel contexte, parler de « maraîchage de survie » fait doublement sens. Un sens collectif d'abord, car ce maraîchage contribue à fournir des den-

rées alimentaires à la population kinoise, alors que les approvisionnements extérieurs se raréfient, et ce malgré le développement de nouvelles pratiques commerciales (Mukadi et Tollens, 2001). Un sens individuel aussi, car cette activité est génératrice de revenus pour quelque 15 000 maraîchers (Kinkela, 2001) qui ne disposent pas, ou plus pour les néomaraîchers, d'autre moyen pour « gagner leur vie », ou assurer leur survie.

Un tel maraîchage peut-il, et dans quelle mesure, être durable ? Une telle question est au cœur des réflexions actuelles sur l'agriculture urbaine (Smith *et al.*, 2004). Notre contribution à cette réflexion se fonde sur une approche conceptuelle de la durabilité, approche qui nous permet

de décrire ensuite les stratégies des maraîchers kinois rencontrés puis d'en évaluer la durabilité.

Le cadre d'analyse : capacités, stratégies et durabilité

La notion de durabilité doit, avant toute chose, être définie ; nous en proposons une approche « stratégique », qui s'appuie sur un cadre conceptuel inspiré de l'approche des capacités et sur un travail de terrain.

Une approche stratégique de la durabilité

La durabilité s'analyse ici à trois niveaux différents, mais interreliés. Au niveau technique, tout d'abord, les pratiques culturelles et commerciales produisent ou pas les conditions, notamment agroenvironnementales, de perpétuation de l'activité productive. Au niveau microéconomique, ensuite, les réalisations que permettent ces pratiques, se mesurent aux objectifs atteints et aux projets réalisés, et plus encore à l'impact sur les capacités des personnes (*cf. infra*). Au niveau agrégé enfin, il s'agit, d'une part, d'évaluer la contribution de cette activité à la sécurité alimentaire et au développement économique global – à la « durabilité de la ville », selon Nugent (2000) –, d'autre part, de proposer une approche du fonctionnement de la « filière maraîchère ».

Ces différents niveaux peuvent être évalués par le biais d'une analyse des stratégies des maraîchers, à la condition, toutefois, de ne pas se limiter aux modalités techniques de mise en œuvre de ces stratégies, mais d'élargir l'analyse au contexte de décision, aux résultats obtenus et à leur impact sur les conditions d'existence. Nous parlons de séquence stratégique (*figure 1*).

Le contexte de décision permet de rendre compte de l'impact des conditions d'existence sur les choix des personnes ; les choix stratégiques associent les aspirations des personnes, à court ou long terme (leurs projets), et leurs décisions productives, parmi les options accessibles ; la mise en œuvre se penche sur le concret des pratiques productives et leurs

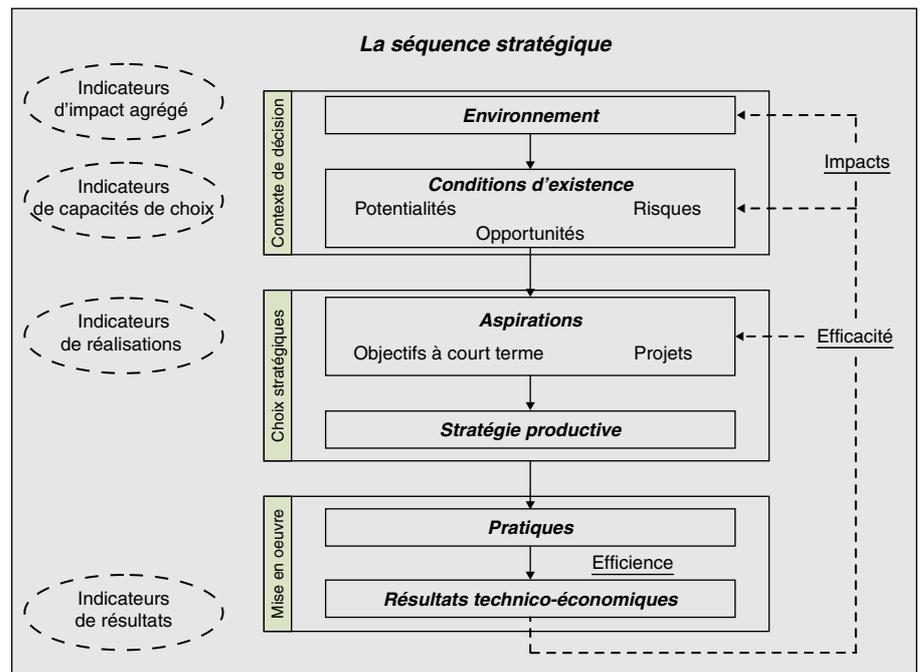


Figure 1. Évaluation de la durabilité par l'approche stratégique.

Figure 1. Evaluation of sustainability via the strategy approach.

résultats, mesurant ainsi leur efficacité à travers des indicateurs technico-économiques. Ces résultats permettent de réaliser certains des objectifs à court terme, de mener à bien certains projets. On évalue alors l'efficacité de la stratégie productive. Il s'agit aussi de mesurer l'impact qu'a, sur le long terme et de manière pérenne, cette stratégie, en mesurant son incidence tant sur les capacités de choix des personnes qu'à un niveau agrégé (*encadré 1*).

Les capacités comme interface entre risques et stratégies

Au cœur, donc, de notre conception de la durabilité, on trouve les capacités des personnes. Elles représentent « l'ensemble des modes de fonctionnement humain qui sont potentiellement accessibles à une personne, qu'elle les exerce ou non » (Sen, 1992). Elles découlent de la conversion des potentialités des personnes (« dotations ») via les opportunités que ces personnes parviennent à saisir au cours de leur existence. Potentialités et opportunités déterminent donc l'ampleur des possibilités d'être et d'agir accessibles, notamment les actions *ex ante* face aux risques et les réactions *ex post* aux chocs subis, c'est-à-dire, finalement, l'ampleur de la vulnérabilité.

Définie comme « probabilité de voir sa situation ou ses conditions de vie se dégrader, quel que soit son niveau de richesse, face aux fluctuations de la vie » (Rousseau, 2003), cette vulnérabilité est ainsi abordée ici comme rapport entre risques et capacités. Elle constitue ainsi une fonction croissante de l'ampleur des risques encourus et décroissante des capacités à y faire face.

Sur le plan théorique, elle permet d'introduire la question du risque dans le cadre conceptuel des capacités, et de proposer, en particulier, une typologie des pratiques de gestion des risques (Lallau, 2004). Cette typologie se fonde en effet sur les conditions d'existence des personnes : certaines pratiques concernent surtout les dotations en capital, d'autres influent d'abord sur les opportunités, d'autres enfin agissent sur les risques eux-mêmes. Nous distinguons en outre les pratiques adoptées *ex-ante* des actions menées *ex post*, lorsqu'il s'agit de faire face aux conséquences de la survenue d'un aléa. Cette double entrée analytique nous permet d'obtenir six grands types de pratiques (*tableau 1*), à l'aune desquelles les stratégies peuvent être appréhendées.

Terrain d'application

Les indicateurs de la séquence stratégique sont renseignés grâce aux entretiens

Encadré 1
Principaux indicateurs de la séquence stratégique

Indicateurs de résultats

Rendements obtenus.
Problèmes rencontrés : technique, approvisionnement, foncier, commercialisation.
Prix de vente, rentabilité (perception) des cultures.
Part du maraîchage dans les revenus et dans l'activité professionnelle.
Choix des cultures maraîchères.

Indicateurs de réalisations

Niveau de satisfaction des besoins courants (notamment : nombre de repas par jour).
Évolution de l'activité maraîchère.
Épargne dégagée.
Projets réalisés ou en cours de réalisation (professionnels et personnels).

Indicateurs de capacités de choix

Évolution des potentialités (dotations en capital : monétaire, physique, humain, social).
Évolution des opportunités saisies ou accessibles, dans le maraîchage ou pas.
Risques perçus.

Indicateurs d'impact agrégé

Au niveau mésoéconomique : existence d'associations de producteurs ; répartition du prix de vente consommateur ; relations aux autorités.
Au niveau macroéconomique : revenus distribués ; emplois créés ; contribution à la sécurité alimentaire (reproportion des produits vendus).

réalisées sur dix marchés kinois, des interviews de personnes ressources, et une étude bibliographique. Cette méthodologie doit permettre, en premier lieu, une bonne compréhension des stratégies mises en œuvre.

Stratégies de la débrouille

Le trait dominant de ces stratégies tient dans l'importance de la « débrouille » ou « mayélé » (Trefon, 2004) : il s'agit, face aux difficultés, de s'assurer contre les aléas éventuels et de privilégier les pratiques contre-aléatoires.

Faiblesse des possibilités d'épargne et d'assurance

Les modalités d'épargne et d'assurance accessibles aux maraîchers sont peu nombreuses et n'ont qu'une portée limitée en cas de choc.

En premier lieu, les maraîchers peuvent adhérer à des tontines, les « likelemba ». Mais ces « likelemba » ne permettent que l'accumulation d'une petite épargne de précaution, l'achat d'un bien de consommation ou encore un petit investissement productif (un outil, etc.). Elles sont aussi fragiles, très liées à la capacité ou à la volonté des membres de poursuivre les versements, tout comme face à d'éventuelles malversations. D'ailleurs, les maraîchers interrogés ne les évoquent souvent qu'au passé, se remémorant les causes d'abandon. Ils conservent donc la plupart du temps leur éventuelle épargne par-devers eux.

En outre, si 35 maraîchers dégagent une épargne suffisamment conséquente pour envisager les projets productifs, cette épargne est souvent mobilisée comme assurance, pour faire face à une urgence. Enfin, l'assurance associée à l'accumulation de capital social présente d'importantes limites, bien perçues par les maraîchers. Elles tiennent tantôt au caractère commun des problèmes rencontrés (méventes des productions, troubles sociopolitiques, etc.), tantôt à la faiblesse des ressources disponibles pour l'entraide, tantôt encore « manque d'entente » entre voisins de parcelles. Ainsi, en cas de « coup dur », deux tiers des maraîchers affirment ne pouvoir compter que sur leur famille proche

Tableau 1. Les pratiques de gestion des risques.

Table 1. Coping with risks.

Action Conditions d'existence	Ex ante	Ex post
Dotations en capital	Assurance et épargne	Décapitalisation et endettement
Opportunités	Dispersion, spécialisation et <i>statu quo</i>	Compensation
Risques	Évitement	Rupture

réalisés auprès de 121 maraîchers rencontrés sur trois périmètres maraîchers, choisis de manière à approcher la diversité du maraîchage kinois : un périmètre ancien de centre-ville (Bandalungwa : 39 maraîchers), un périmètre ancien plus excentré (N'djili-Cecomaf : 39 maraîchers) et un dernier plus récent et périphérique (Kimwenza : 43 maraîchers ; *figure 2*). Sur chacun des périmètres, l'échantillon a été constitué de manière aléatoire. Notons toutefois que sa composition (95 hommes et 26 femmes) reflète bien la masculinisation actuelle de l'activité maraîchère, en particulier sur les périmètres récents (Kinkela, 2001) : les impératifs de la survie ont conduit de nombreux hommes à entreprendre une activité longtemps considérée comme « féminine ». Tous les maraîchers rencontrés le sont à titre principal, Pour 119 d'entre eux, cette

activité constitue la seule source non ponctuelle et non marginale de revenu. Pour les 4 derniers seulement, qui exploitent un nombre élevé de plates-bandes, le maraîchage entre dans une stratégie de pluriactivité de type entrepreneurial. Une autre caractéristique majeure tient pourtant à la taille relativement petite des exploitations. En considérant pour nos calculs une « planche » standard de 10 x 1,2 m, nous obtenons une taille moyenne de 39 plates-bandes, soit 4,68 ares (très proche de celle calculée par Kinkela, 2001). Mais si on soustrait de l'échantillon les 8 maraîchers qui affirment exploiter plus de 100 plates-bandes, la taille moyenne tombe à 29 planches, soit 348 m². Nous mobilisons en outre, afin de renseigner les indicateurs d'impact agrégés, les données recueillies aux cours d'enquêtes



Figure 2. Périmètre maraîcher de Mayulu (Kimwenza).

Figure 2. Mayulu market-gardening area (Kimwenza).

(conjoint et enfants principalement), chacun ayant déjà ses propres urgences à affronter. La survie prime l'entraide entre maraîchers, et « l'enclassement » familial, malgré son affaiblissement actuel (Falan-gani, 2002), demeure la principale modalité sociale d'assurance.

Primat des pratiques contre-aléatoires

L'ampleur des risques encourus et l'absence d'assurance conduisent les maraîchers à privilégier des pratiques contre-aléatoires.

Ces pratiques concernent d'abord leurs choix d'activités, beaucoup affirmant ne pouvoir se permettre le risque de la pluriactivité – même s'ils la souhaitent. C'est en effet la survie même qui pourrait être remise en cause par un détournement des ressources en travail et en trésorerie vers d'autres activités ; il n'est alors pas possible d'attendre le retour sur investissement. Les maraîchers tentent alors d'atténuer les risques de la monoactivité en privilégiant un schéma culturel dominé par l'amarante, l'épinard et le céleri (tableau 2). Cultures de cycles courts, relativement peu exigeantes en intrants, peu sujettes aux rapines, permettant d'obtenir des recettes régulières durant les mois de pleine saison, elles sont jugées les plus « rentables » par les maraîchers. La « rentabilité » est ici assimilée à la régularité de faibles apports de revenus.

Ces pratiques s'observent aussi dans le mode de commercialisation des produits. Mal informés sur les prix pratiqués sur les marchés de centre-ville, contraints par les impératifs immédiats des pratiques culturelles, et pour éviter les « tracasseries » policières, les maraîchers privilégient la vente des récoltes sur pied aux « mama ndunda ».

Elles consistent enfin à tenter d'éviter les risques. Cet évitement passe surtout par l'intégration en amont de l'activité maraîchère : production des semences d'amarantes, quand l'urgence n'oblige pas à vendre les porte-graines ; production de fientes de poules pour les rares maraîchers qui parviennent à se constituer un petit élevage ; installation à proximité d'un point d'eau pour faciliter les arrosages.

Éléments d'évaluation de la durabilité

Ces stratégies de « la débrouille » peuvent-elles, et dans quelle mesure, produire de la durabilité ? Une telle question doit être abordée aux différents niveaux envisagés ici, de l'efficacité des pratiques, de la réalisation des objectifs et des impacts sur la personne, et des impacts agrégés.

Efficiences limitées des pratiques

Les pratiques techniques sont caractérisées de systèmes de monoculture intensifs non ou mal chiminés et amendés. L'absence de rotations, le primat de deux ou trois cultures principales, le manque de formation et d'intrants conduisent ainsi au développement des maladies et des attaques de ravageurs. Le caractère limité et sporadique des apports de matière organique, faute de trésorerie, ne permet pas une préservation du potentiel productif des sols cultivés, alors que le foncier est très contraint par le contexte urbain.

Les pratiques commerciales permettent de manière générale de vendre toutes les productions. Mais remarquons que beaucoup des maraîchers ne parviennent que difficilement à produire lorsque l'offre se fait plus rare et les prix plus rémunérateurs. Il en est ainsi de la tomate en saison des pluies, plus exigeante en travail et intrants mais vendue très cher. Faut de trésorerie, de temps, de formation, de protection contre les vols, les maraîchers ne peuvent se lancer dans cette culture. En outre, il subsiste des périodes de méventes, contre lesquelles les maraîchers ne peuvent guère se prémunir (rumeur sur la dangerosité des légumes), et qui les mettent en grande difficulté.

La diversification, celle des activités productives comme celle des cultures, est donc limitée par le poids de la vulnérabi-

Tableau 2. Le primat d'un schéma culturel contre-aléatoire.

Table 2. A low risk market-gardening system.

	Kimwenza (1)	Bandalungwa (2)	Cecomaf (2)	Totaux
Schéma « de base »	25	36	31	92
Au-delà du schéma « de base »	18	3	8	29
Totaux	43	39	39	121

(1) Amarante et céleri ; (2) Amarante, oseille, épinard.

Source : enquêtes à Kimwenza, à Bandalungwa et à N'djili-Cecomaf (janvier-mars 2005).

lité des maraîchers, mais, en retour la spécialisation accroît aussi cette vulnérabilité, car elle ne permet guère l'obtention de revenus élevés, et parce qu'elle conduit à des rendements limités. Cette logique de cercle vicieux entre pratiques productives et vulnérabilité constitue ici une manifestation importante de non-durabilité.

De l'efficacité aux impacts sur la personne

La durabilité s'évalue ensuite par les conséquences pour la personne : par la satisfaction des objectifs fixés, d'une part, par l'impact sur les conditions d'existence (et, partant, les capacités de choix), d'autre part.

L'analyse des réalisations met en évidence le « succès de la survie » : le maraîchage permet de faire face aux principaux besoins courants, en particulier sur le plan alimentaire, aux frais de scolarité des enfants pour la moitié des maraîchers rencontrés, d'avoir accès à quelques médicaments, etc. ; il permet donc de survivre. Si, donc, de nombreuses aspirations sont réalisées, ce ne sont souvent que des aspirations « modestes », c'est-à-dire réalistes au regard du contexte kinois. Mais ce « succès » et la satisfaction exprimée par 94 des 121 maraîchers rencontrés, n'induisent pas nécessairement une volonté de demeurer maraîcher, surtout chez ceux qui ont opté pour cette activité du fait de la « conjoncture ». Seuls 64 maraîchers affichent à la fois leur satisfaction relative et leur volonté de demeurer maraîchers. Le fait que, pour beaucoup, le maraîchage ne soit qu'un « faute de mieux », constitue un élément négatif quant à la durabilité de cette activité, car, pour ces personnes, toute épargne conséquente sera destinée à financer un changement d'activité.

Quant aux projets, un indicateur pertinent semble être l'existence d'une épargne à but productif. Trente-cinq maraîchers parviennent, on l'a dit, à mettre quelque argent de côté dans ce but. Mais,

au moment de l'enquête, cette épargne n'a abouti à la réalisation effective de projets importants (élevage, agrandissements de l'exploitation...) que pour 4 d'entre eux, et 6 autres semblent pouvoir envisager une réalisation concrète dans un terme assez court.

Au final, la durabilité des impacts s'analyse au travers des capacités de choix des personnes, et ce grâce au croisement de l'indicateur d'épargne productive et d'un indicateur dit de « liberté réelle » (tableau 3). La quasi-totalité des maraîchers ne disposent pas d'autres moyens de subsistance ; en d'autres termes, le maraîchage est une condition de leur survie, ce qui limite évidemment leur « liberté réelle » quant au choix de pratiquer cette activité. Ce maraîchage, s'il permet donc souvent de survivre, ne conduit pas à envisager une amélioration des capacités, au moins pour 86 des 121 maraîchers rencontrés. Au contraire, les stratégies contre-aléatoires majoritairement adoptées ne réduisent que peu, voire accroissent, la vulnérabilité. Face à l'aléa, ces maraîchers sont alors souvent contraints de décapitaliser (revente de matériel, endettement informel, réduction de la consommation courante, des dépenses de santé ou de scolarisation).

Impacts agrégés

En premier lieu, la contribution alimentaire de l'agriculture urbaine a déjà été soulignée (Kinkela, 2001), d'autant qu'elle livre aux citoyens des produits frais périssables, donc peu substituables par des importations. Cette contribution se vérifie ici, les produits maraîchers des trois périmètres enquêtés étant destinés à la vente, à l'exception d'une faible quantité d'amarante réservée pour la consommation familiale. La qualité des produits fournis est parfois douteuse, du fait de l'emploi approximatif de certains produits phytosanitaires, de l'épandage de déchets ménagers (« gadoues »), ou de la pollution de l'eau utilisée pour l'arrosage. A Kimwenza toutefois, les maraîchers

n'utilisent pas les « gadoues » comme fertilisant comme dans les périmètres de centre-ville, et leurs légumes ont donc une moins mauvaise réputation. La question de la qualité des produits constitue ainsi, à Kinshasa comme ailleurs, l'un des principaux défis pour la durabilité de l'agriculture urbaine.

Les impacts agrégés s'analysent aussi en revenus distribués et en emplois créés. Ils sont assez ténus, la plupart des exploitations, de petites tailles, travaillant en effet sur base familiale ou avec l'aide ponctuelle de quelques manœuvres, souvent des enfants, lors des pics de travail (repiquage).

Les impacts agrégés apparaissent enfin, en aval, beaucoup plus conséquents. En effet, depuis les « mama ndunda » jusqu'au consommateur, plusieurs niveaux d'intermédiaires peuvent se juxtaposer, du semi-gros au microdétail, chacun prélevant sa marge et contribuant à accroître le prix de vente final. Un maraîcher permet donc souvent à plusieurs intermédiaires de survivre : c'est là un impact majeur de son activité. Mais une telle répartition des tâches et des risques pénalise le consommateur le plus pauvre, c'est-à-dire celui qui ne peut dégager ni la trésorerie nécessaire à l'achat de légumes, ni celle requise pour fonder une activité commerciale. Les logiques de survie à l'œuvre tout au long de la filière pénalisent donc celui qui peine le plus au quotidien (Goossens, 1997).

Ces logiques ne sont certes que le reflet d'une désorganisation de la filière maraîchère, désorganisation qui se retourne en premier lieu contre les maraîchers eux-mêmes. L'idée-force est ici qu'il manque à cette filière, pour qu'elle conduise à une amélioration des capacités des producteurs, deux acteurs majeurs, les institutions publiques et les organisations de maraîchers.

Dans le contexte politique congolais, l'État semble peu à même de donner un cadre réglementaire et sanitaire à, et partant de sécuriser, ces activités agricoles urbaines. L'insécurité foncière en constitue une bonne illustration. Ainsi, le fait d'être propriétaire de son lopin n'induit-il pas nécessairement une sécurisation, d'une part du fait du flou qui prévaut dans les règles foncières, l'ancienneté de l'occupation faisant souvent office de substitut à un quelconque titre de propriété (Lallau et Langlade, 2005), d'autre part à cause de la tentation des élites de récupérer certaines terres maraîchères pour y bâtir des résidences, surtout sur le périmètre central

Tableau 3. Capacités de choix et durabilité.

Table 3. Capabilities and sustainability.

	Pas d'autre moyen de subsistance aujourd'hui	D'autres moyens de subsistance aujourd'hui
Pas d'épargne à vocation productive	86 maraîchers	
Une épargne à vocation productive	31 maraîchers	4 maraîchers

Source : enquêtes à Kimwenza, à Bandalungwa et à N'djili-Cecomaf (janvier-mars 2005).

de Bandalungwa. La majorité des maraîchers (29 sur 39) s'y disent ainsi propriétaires de leur lopin, mais ne s'en sentent pas moins menacés. À l'inverse, à Kimwenza, les maraîchers ressentent peu l'insécurité foncière, alors que 40 sur 43 sont locataires de leurs parcelles.

Quant aux organisations de producteurs, elles constituent en quelque sorte le chaînon manquant entre l'agrégation de comportements de survie que constitue la filière maraîchère kinoise, et les producteurs. De telles organisations ont existé par le passé, elles existent encore sur certains périmètres maraîchers (Bandalungwa), dans le contexte « d'ONGisation » de la société congolaise (Trefon, 2004) et de menaces foncières. Elles pourraient diminuer la vulnérabilité des maraîchers (approvisionnements, formation, crédit, etc.), mais n'émergent pas – ou ne se développent pas – du fait de cette même vulnérabilité, les producteurs se montrant trop préoccupés par le quotidien et étant rendus méfiants par les échecs du passé.

Conclusion : vulnérabilité versus durabilité

Au final, l'analyse de la séquence stratégique conduit à faire apparaître, aux différents niveaux envisagés, une relation étroite entre vulnérabilité et durabilité.

Au niveau technico-économique, les pratiques contre-aléatoires privilégiées, du fait d'une volonté de minimiser les risques ou de l'incapacité d'en prendre faute des dotations nécessaires, condui-

sent à des retours qui demeurent faibles, empêchant ainsi l'accumulation et le développement de l'activité productive.

Au niveau de la personne, ces pratiques de type « *low risk low return* » (Dercon, 2005) ne permettent que dans de rares cas d'initier une expansion durable des capacités des personnes. Même lorsqu'ils ne se réalisent pas, les risques sont au centre d'un cercle vicieux : la faiblesse des capacités de choix conduit à des pratiques de prévention qui, en retour, pèsent sur ces mêmes capacités. La vulnérabilité accroît donc la vulnérabilité. *Ex post*, cette efficacité limitée des stratégies de prévention réduit les possibilités de réagir lorsque l'aléa survient. Face à un choc majeur (décès d'un proche, maladie, etc.) ou à une succession de chocs, les maraîchers n'ont souvent d'autre choix que celui de la décapitalisation, ce qui accroît encore leur vulnérabilité.

Au niveau agrégé enfin, la vulnérabilité des personnes fragilise la filière dans son ensemble, en freine le développement, tant quantitatif que qualitatif.

Notre analyse met donc en lumière une interaction entre non-durabilité et vulnérabilité, en forme de cercle vicieux. Cette vulnérabilité semble ainsi être la première des variables sur lesquelles agir dans le cadre d'une stratégie d'appui à la filière maraîchère. Pour autant qu'une telle politique publique puisse être mise en œuvre en RD Congo. ■

Références

De Herdt T. *Surviving the transition ; institutional aspects of economic regress in Congo-Zaire*. PhD-thesis, Antwerpen, 2000.

Dercon S. *Vulnerability : a micro perspective*. Oxford : Oxford University, 2005.

Falangani MP. *Paupérisation de familles petites-bourgeoises et transformation des valeurs en période de crise*. In : De Villers G, Monnier P, eds. *Kinshasa : Manières de Vivre*. Bruxelles : Cahiers Africains, 2002.

Goossens F. *Rôle des systèmes d'approvisionnement et distribution alimentaires dans la sécurité alimentaire de Kinshasa*. Rome : FAO, 1997.

Kinkela SS. *L'apport du maraîchage dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à Kinshasa*. In : Mukadi K, Tollens E, eds. *Sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa. Production, consommation et survie*. Paris ; Leuven (Belgique) : L'Harmattan ; KU Leuven, 2001.

Lallau B. *Pauvreté et incertitude en Afrique rurale. Essai sur la perception subjective des risques*. Colloque « Acteur, risque et prise de risque », Clerf, Lille 1, 2004.

Lallau B, Langlade L. *L'appropriation privative du foncier, condition de durabilité ? Éléments de réponse en République démocratique du Congo*. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 2005 ; 2 : 249-80.

Mukadi K, Tollens E. *Sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa. Production, consommation et survie*. Paris ; Leuven (Belgique) : L'Harmattan ; KU Leuven, 2001.

Sen A. *Repenser l'inégalité*. Paris : Le Seuil, 1992.

Nugent AR. *Mesure de la durabilité de l'agriculture urbaine*. In : Koc M, MacRae R, Mougeot L, Welsh J, eds. *Armer les villes contre la faim. Systèmes alimentaires urbains durables*. Ottawa : Centre de recherche pour le développement international (CRDI), 2000.

Rousseau S. *Capabilités, risques et vulnérabilité*. In : Dubois JL, Lachaud JP, Montaud JM, Pouille A, eds. *Pauvreté et développement socialement durable*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux, 2003.

Smith OB, Moustier P, Mougeot L, Fall A. *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone, Enjeux, concepts et méthodes*. Montpellier ; Ottawa : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ; Centre de recherche pour le développement international (CRDI), 2004.

Tollens E. *Sécurité alimentaire à Kinshasa : un face à face quotidien avec l'adversité*. Working Paper n°82. Leuven (Belgique) : KU Leuven, faculté des sciences agronomiques et de la biologie appliquée, 2003.

Trefon T. *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'État*. Bruxelles : Cahiers Africains, 2004.